Compte-rendu Conseil départemental

5 septembre 2022

Quelle campagne de rentrée des communistes ?
Le PCF à l'offensive pour rassembler face à la droite et l'extrême-droite

Cher·e·s camarades,

Voici quelques temps que nous n'avons pas tenu de CD. Aussi nous avons choisi de mettre à disposition le rapport prononcé par Igor Zamichéi, lors de notre dernière université d'été et bien sûr d'y ajouter des informations départementales.

Nous venons de vivre un été marqué par l'amplification de la guerre en Ukraine, l'inflation grandissante alors que le CAC 40 est au plus haut, des méga-feux, la sécheresse, des inondations et la montée des problèmes énergétiques.

Ces événements révèlent la profondeur des crises en cours qui s'alimentent mutuellement et contribuent à développer une crise multiforme d'une ampleur inédite qui arrive alors même que le pays traverse une crise démocratique profonde.

Au même moment, les lois votées au Parlement constituent un accélérateur de la crise capitaliste et la concrétisation d'une union des droites au service du capital avec une place nouvelle du Rassemblement national qui menace plus que jamais la République.

Au regard de ces événements, notre parti a un rôle décisif à jouer. L'heure est, comme l'a dit Fabien Roussel à l'Université, à entrer à nouveau en campagne !

Pour résister à cette union des droites.

Et simultanément pour prendre appui sur le meilleur de notre collectif militant et de ce que nous avons expérimenté avec nos campagnes présidentielle et législatives pour poursuivre l'action pour

de nouveaux Jours heureux, rassembler largement, obtenir des avancées immédiates, faire progresser la crédibilité de changements radicaux.

Voilà ce que je vais prendre le temps de développer ce matin pour introduire notre échange.

Acuité des crises et rôle du capital

Les crises d'abord.

Alors que la France peut espérer tourner la page de la crise du Covid-19, notre pays, d'ores et déjà profondément fracturé sur le plan social et démocratique, doit affronter une conjonction de crises d'une grande acuité – guerre en Ukraine, crise économique, climatique et énergétique – très lourde de dangers.

Il y a d'abord l'horrible guerre menée par le pouvoir russe qui s'installe dans la durée, perspective à laquelle nous refusons, nous communistes, de nous résigner. Aux souffrances du peuple ukrainien se mêle la menace du recours à l'arme nucléaire. Il faut prendre au sérieux la déclaration du secrétaire général de l'Onu qui, au cœur de l'été, affirme que l'humanité n'est désormais qu'à « une erreur de jugement » de l' « anéantissement nucléaire ». Et prendre également au sérieux le risque d'une extension du conflit. L'Otan se renforce et légitime les logiques de confrontation conduisant à une remilitarisation de l'Europe et à une nouvelle augmentation des dépenses d'armement. Comme l'affirment les orientations de son dernier sommet, l'alliance entend jouer un rôle global dans « une nouvelle ère de compétition stratégique » et augmente massivement ses effectifs sur le front Est de l'Europe. Le fait que l'Otan fasse de la Chine « un défi systémique » dans le cadre de cette nouvelle ère montre bien le rôle du capital dans la militarisation des relations internationales : politique économique et politique militaire sont toujours plus intriquées. Ces choix portent de très graves dangers pour le peuple français et les peuples du monde. Dans notre campagne de rentrée, nous devons donc viser la construction d'un mouvement pacifiste, enjeu essentiel pour résister à tous les va-t-en guerre et faire progresser des initiatives diplomatiques.

Sur le plan financier et économique, la déconnexion entre la valorisation boursière et l'économie réelle de la France n'a jamais été aussi forte. Le CAC 40 bat tous les records - même si en ce moment la baudruche semble un peu se dégonfler- au premier semestre, les résultats des groupes s'élèvent à 81,3 milliards d'euros, en hausse de 34 % sur un an ! Des richesses extorquées au pays, aux millions de familles qui se serrent la ceinture pour tenir face à une inflation qui a atteint 6,1 % en juillet. Au point que les banques alimentaires ont accueilli 100 000 nouveaux bénéficiaires depuis janvier, des femmes en majorité. La décision des banques centrales d'une remontée des taux, loin de combattre l'inflation, vise à maintenir les profits et aggravera la situation. Dans cette situation, la question n'est pas de savoir si la récession arrivera mais bien quand. Les principaux acteurs capitalistes tel James Gorman, PDG de Morgan Stanley, évaluant le risque d'une récession pour les Etats-Unis à « 50-50 » et « bien plus important en Europe » et considèrent d'ailleurs que « ce n'est pas si grave » comme il l'a déclaré au *JDD* en juillet dernier. Les grands actionnaires sont déterminés à maintenir voire augmenter leur profit quoi qu'il en coûte aux peuples !

L'été aura également vu l'amplification de la crise climatique avec des records de chaleur, de sécheresse et des méga-feux. Lundi 18 juillet, des records absolus de température ont été dépassés dans 64 communes de notre pays enregistrant par exemple 39°C dans le centre de Brest. En outre, depuis cette même date, la France a établi chaque jour un nouveau record de sécheresse des sols pendant plusieurs semaines. Les feux qui se sont déclarés ont, dans ce contexte, pris une ampleur inédite. Plus de 60 000 hectares de forêt ont déjà brûlé depuis le début de l'année. C'est deux fois plus que sur toute l'année 2021 ! Les conséquences sont terribles pour la vie des populations des territoires concernés, la santé des habitants et la biodiversité. Le climatologue et météorologue Robert Vautard, coordinateur d'un chapitre du sixième rapport du Giec, nous alerte : « le calendrier s'accélère ». Ce calendrier, c'est celui d'un réchauffement climatique alimenté par des logiques productives massivement soumises au capital.

Enfin, les problèmes énergétiques qu'affronte notre pays sont grandissants. Ils sont la conséquence de l'augmentation de la demande d'énergie et de politiques accélérant la déréglementation du marché – qui s'accompagne de la casse organisée par le pouvoir du fleuron que constitue EDF, désormais en passe d'être étatisée pour mieux être démembrée – en prenant appui sur la guerre en Ukraine et les événements climatiques décrits précédemment dans le but d'enrichir les actionnaires des grands groupes. Ce coût du capital a un prix exorbitant pour des millions de nos concitoyens : se déplacer ou se chauffer devient un luxe. Les petits chèques distribués par le gouvernement ont pour principal objectif de masquer cette politique. Total annonce 10,4 milliards de bénéfice au 1er semestre et se contente de faire une ristourne temporaire à la pompe qui ne lui coûtera que 500 millions d'euros. Quant à la précarité énergétique dans le logement, elle sera un enjeu majeur des prochains mois. Déjà 20 % des Français déclaraient avoir souffert du froid l'hiver dernier. Sans changement de politique, la catastrophe va se poursuive et s'amplifier cette année.

Résister à l'union des droites

Cet été, au Parlement, le gouvernement, les députés macronistes et le parti Les Républicains ont construit une majorité contre le peuple avec la complicité du Rassemblement national. Avec une seule boussole : faire payer ces crises au peuple.

Alors dans la campagne de rentrée que nous engageons, il faut révéler cette situation, révéler la façon dont les droites ont agit de concert à l'Assemblée contre les intérêts de l'immense majorité de la population.

La loi dite « pouvoir d'achat » en est le témoin. Tous parlent de la « valeur travail », mais les mesures adoptées conduiront dans les faits à plus d'exploitation du travail, de division des salariés et écartent toute mise à contribution des profits des grands groupes. D'abord, constatons que côté revalorisation le compte n'y est pas ! Alors que l'inflation a atteint 6,1 % en juillet et continue à augmenter depuis, les pensions, les bourses étudiantes, les allocations et les minimas sociaux ne seront revalorisés que de 4 %. Côté salaires, rien dans le privé : les droites se sont unies pour repousser la proposition de hausse du smic à 1 500 euros net (1 923 euros brut) portée par les forces de gauche unies dans la Nupes et ont décidé de mettre en place des primes qui ne bénéficieront qu'à une minorité de salariés. Quant aux agents publics, l'augmentation se limitera

à 3,5 %, là aussi bien en dessous de l'inflation ! Surtout, avec la défiscalisation des heures supplémentaires et la monétisation des RTT, les droites remettent en cause la durée légale du travail, nous font travailler plus, sans gain au regard de l'inflation. Enfin, alors que le Royaume-Uni et l'Espagne ont décidé de taxes sur les bénéfices des groupes du secteur énergétique, tous les amendements au PLFR proposant une telle mesure en France ont été rejetés.

Et tout porte à croire que cette loi n'est que le début d'une offensive de grande ampleur contre les droits sociaux.

Au menu de la rentrée politique, le gouvernement prévoit en effet d'ouvrir la session parlementaire début octobre par une nouvelle réforme de l'assurance chômage, la transformation de « Pôle emploi » en « France travail » et l'attribution du RSA sous condition d'effectuer 15h ou 20h d'activité. C'est une machine de guerre contre les travailleurs qui est ainsi en route avec pour objectifs de dégrader encore les conditions d'indemnisation des privés d'emploi, casser toujours plus le service public et faire pression à la baisse sur les salaires. Et ce n'est que le premier étage de la fusée néolibérale : dès l'automne le débat va s'amplifier sur la réforme des retraites que le gouvernement veut faire adopter avant l'été 2023. Notre secrétaire national, comme lors de la précédente réforme des retraites, a pris l'offensive en proposant à toutes les forces disponibles, à commencer par les forces de la Nupes, de préparer une riposte unitaire.

Dans notre département nous avons pris nous aussi l'initiative ,dès le lendemain de la Fête du TC, d'inviter tous les Partis de la NUPES à se rencontrer pour aborder ensemble la rentrée politique et les actions que nous pourrions avoir ensemble. Après nous avoir indiqué que c'était les vacances et que nous verrions après, nous avons eu la désagréable surprise de voir convoquer par la FI , au nom de la NUPES, des assemblées de circonscriptions drivées par leurs candidats! La première pour la 4ème circonscription a eu lieu le 18 Août ! Il y avait 25 personnes, 3 Verts, 1 communiste (MF Sanchez) et le reste FI. Verts et communistes ont protesté de cette démarche et ont demandé une réunion départementale des partis de la NUPES – comme le précise l'accord national-avant d'aller plus loin . Nous avons été traités de ringards et d'autres noms d'oiseaux. J'ai eu l'occasion d'apprendre aussi que sur Argelès FI avait décidé une initiative locale Nupes sur l'urbanisation, sans même nous inviter aux premières réunions de travail, alors que nous avons déjà fait un travail et une réunion publique …

Une autre réunion publique aura lieu à Perpignan pour la 1ère circonscription le 7 septembre et pour la 3ème à Prades le 16 septembre.

Il convient que le CD décide de l'attitude à tenir : y aller ou ne pas y aller. Et/ou dans quelles conditions ? Pour quoi porter.

D'ores et déjà l'exécutif propose de convoquer une nouvelle réunion départementale des Partis de la NUPES qui pourrait avoir lieu le 20 septembre à 18h à la FD.

Les enjeux budgétaires seront également au cœur des prochains mois. Alors que l'expérience de la pandémie de la Covid-19 devrait conduire à renforcer le financement de la Sécurité sociale et à investir massivement dans l'hôpital public, c'est tout l'inverse qui est à craindre avec le risque de nouvelles attaques portées conjointement par les macronistes et les républicains. Quant au PLF, le programme de stabilité transmis à Bruxelles par le gouvernement a donné le ton avec l'objectif de réduire fortement le rythme d'augmentation de la dépense publique en volume à 0,6 % par an en moyenne sur la durée du quinquennat – une première depuis vingt ans.

D'autres enjeux importants seront au cœur de la rentrée comme le projet de loi sur la sécurité et le projet de loi d'accélération de la transition énergétique qui devront également nous mobiliser. Et le gouvernement a également prévu un « grand débat » suivi d'un projet de loi sur l'immigration qui sera sans nul doute l'objet de surenchères xénophobes et racistes que nous devrons combattre.

Je veux dire un mot ici du Rassemblement national.

Dans ce contexte, la représentation décuplée du Rassemblement national à l'Assemblée et le choix stratégique de ce parti d'extrême droite de se fondre dans cette institution en espérant devenir une force d'alternance menace plus que jamais la République. De nouvelles digues ont sauté lors de la séquence présidentielle et législatives. Non seulement le RN progresse considérablement en voix et en pourcentage, mais surtout il devient un parti de catégories moyennes et supérieures au-delà des catégories populaires dans lesquelles il continue de s'ancrer. Soumis aux intérêts du capital tout en prétendant s'y opposer, au discours raciste totalement banalisé, il peut demain apparaître comme une solution à la crise française alors que nous savons qu'il en est un des éléments qui pourraient l'accélérer sur une base raciste et xénophobe extrêmement lourde de conséquences si sa représentante accédait à l'Élysée. Si la droite, des macronistes aux LR, porte une immense responsabilité dans cette situation, la gauche s'est révélée jusque là incapable de faire reculer l'influence de ce parti.

Dans la campagne que nous allons mener, nous devrons donc amplifier la mobilisation contre les idées qu'il porte et faire la démonstration qu'il n'est en rien une alternative pour le pays. Surtout, la gauche devra montrer sa capacité à répondre aux principales attentes qui s'expriment, la crédibilité de ses propositions, la cohérence de son projet politique pour affronter le capital afin d'unir le salariat et d'ouvrir un nouveau chemin d'espoir.

Dans notre département nous avons 4 députés RN. Comme vous le savez lors des élections départementales , le tandem F Chatard/ M Blanc a gagné Perpignan 5 (avec 1 voix d'avance au 1er tour sur le LR) . Cependant le RN a présenté un candidat qui a été déclaré inéligible. Nous avions prévenu ,en vain, la préfecture sur les réserves que nous avions… aujourd'hui le Ministère Public, par la voix du commissaire de la république, demande l'annulation pure et simple de l'élection.

Si son avis était suivi, ce qui est souvent le cas, nous proposons au CD , que tout notre Parti s 'empare de cette élection pour en faire un grand moment de lutte anti-fasciste. D'autant que le maire de Perpignan a fait connaître son intention d'y être candidat !

Poursuivre l'action pour de nouveaux Jours heureux

Pour que cette résistance à l'union des droites soit efficace, nous devons ouvrir un espoir de changement à gauche sur des objectifs de transformation sociale à la hauteur des défis de la période.

Cela implique d'amplifier l'action pour de nouveaux Jours heureux dans le prolongement de la campagne présidentielle et des campagnes des candidat·e·s communistes dans le cadre de la Nupes aux élections législatives.

La campagne présidentielle de Fabien Roussel a marqué le paysage politique. Elle a permis au moins deux avancées importantes qui méritent d'être soulignées et prolongées dans les prochains mois. Premièrement, elle a été l'occasion d'un déploiement de notre collectif militant qui, combiné aux interventions de notre candidat, a permis à notre parti d'être à nouveau identifié comme un acteur à part entière, au plan national, de la vie politique de notre pays. Beaucoup de nos concitoyens ont (re)découvert le PCF et notre candidat qui, à l'issue de ces deux campagnes, est devenu le parlementaire de gauche le plus populaire du pays. Ce n'était pas écrit et c'est un acquis ! Deuxièmement, avec le programme « La France des Jours heureux », nous avons porté dans le débat public des questions fondamentales : le travail et le monde du travail, la sécurisation de l'emploi et de la formation à placer au cœur d'un projet de transformation radicale de la société ; la République, à refonder pour qu'elle garantisse l'égalité réelle et permette aux citoyens et aux salariés de conquérir de nouveaux pouvoirs de contrôle et de décision ; la France, pour qu'elle recouvre une voix souveraine, en étant à l'initiative de coopérations solidaires en Europe et dans le monde. Nous avons en cela porté un projet cohérent, en capacité d'affronter et de surmonter les crises inhérentes au capitalisme. Le score décevant obtenu ne doit pas masquer ces avancées.

Dans le prolongement de notre campagne, l'accord de la Nupes aux élections législatives a permis à la fois de conserver un groupe communiste à l'Assemblée nationale – ce qui était loin d'être garanti avant l'élection au regard du rapport de force – et de former une coalition électorale des principales forces de gauche et écologistes qui a joué un rôle important pour peser dans le débat public face au poids des idées de droite et d'extrême droite. Cela ne doit pas cependant masquer deux problèmes importants : d'abord la gauche reste largement minoritaire dans le pays, le progrès de sa représentation à l'Assemblée tenant principalement à la présentation de candidatures uniques des forces de la coalition dans les circonscriptions. En effet, le total des voix recueillies par la Nupes au premier tour, est équivalent au total des voix des forces de gauche en 2017. Ensuite, chacun mesure que la place du PCF dans cet accord est minorée par rapport à la réalité de l'apport communiste dans de nombreux territoires et que beaucoup de candidates et candidats communistes qui avaient toute la légitimité pour conduire le rassemblement n'ont pu le faire.

A l'issue de la séquence électorale, l'heure à travailler à construire les initiatives politiques les plus efficaces pour faire progresser la construction du mouvement populaire.

Avec trois objectifs : mettre en échec des politiques qui constituent de nouvelles régressions sociales ; obtenir des avancées immédiates, indispensables pour améliorer la vie concrètement et aussi parce que nous avons besoin de victoires qui rendent crédible le projet politique que nous

portons ; et enfin faire grandir des changements radicaux qui vont contester profondément les logiques capitalistes.

Pour y parvenir, il faut d'abord et avant tout que l'initiative communiste continue comme lors de la présidentielle à poursuivre le dialogue avec la société française.

Nous devons nous saisir de la proposition que nous a fait Fabien hier, sa proposition de participer à un tour de France pour dialoguer en direct avec les Français et se saisir des grandes questions de la période comme le travail et l'emploi, les salaires et les profits, les services publics, la souveraineté énergétique et le climat, et bien évidemment la paix pour résister aux orientations dominantes, faire progresser la conscience de classe, renforcer l'unité politique du monde du travail, des catégories populaires de tout territoire. D'une part cela peut nous permettre de mieux sentir les initiatives politiques les plus efficaces en identifiant des idées au potentiel de rassemblement majoritaire dans la société française. D'autre part cela permettra de continuer à populariser des propositions politiques précises du parti qu'on juge indispensables pour le changement ainsi que la cohérence de notre projet de société.

A partir des crises que je citais au début de mon propos, plusieurs enjeux qui ont un fort potentiel de rassemblement peuvent être d'ores et déjà ciblés et être l'objet d'initiatives des communistes dans tout le pays dès la rentrée :

- la taxation des profits, avec par exemple des initiatives en direction des multinationales, notamment celles de l'énergie et des banques qui pourront être l'occasion de poser plus fortement question du rapport capital / travail avec l'enjeu de l'augmentation des salaires et de développer les enjeux de l'utilisation de l'argent et des pouvoirs d'intervention des salariés ;

- les retraites tant l'aspiration à une vie digne de bonheur après le travail est forte et peut mobiliser largement, comme cela a déjà été le cas à de multiples reprises ces dernières décennies ;

- l'école, particulièrement d'actualité avec les difficultés de la rentrée scolaire, et la santé avec la situation très dégradée dans nos hôpitaux, qui au lendemain de la pandémie apparaissent tous deux comme des enjeux décisifs pour des millions de Français ;

- la souveraineté énergétique qui, cet hiver, sera une question incontournable dans le débat public ;

- la paix comme j'ai eu l'occasion de le développer d'autant que la journée internationale du 21 septembre dans le prolongement de l'appel que lancera Fabien à la fête de l'Humanité, peut être un moment important du refus des logiques de guerre et de militarisation.

A nous d'avoir le débat et d'identifier les initiatives qui nous apparaissent les plus fécondes ! Et en lien avec l'ensemble de ces initiatives, les organisations du parti, chaque militante et militant, peut contribuer à une campagne d'adhésion ambitieuse pour notre renforcement partout en France.

Quelle place de la Nupes dans le déploiement de notre activité ? La question de ce que nous voulons comme type d'initiatives unitaires avec les forces insoumise, socialiste, écologiste qui ont participé à l'accord législatif, doit être à mon sens traitée en se posant une question principalement : telle ou telle initiative sert-t-elle les trois objectifs que nous voulons atteindre et que je citais plus haut.

L'enjeu n'est ni de se fondre dans la Nupes, ni d'en sortir parce qu'elle serait dominée par une force. C'est de chercher en permanence la construction d'un processus politique dont on pense qu'il peut être utile à la transformation sociale. Et de chercher à élargir les forces vives qui participent à ce processus politique. Comme l'a dit Fabien Roussel dans son discours de clotûre de l'Université d'été, nous ne serons pas plus forts en effaçant notre diversité dans une fédération ou un parti unique ou encore en tentant de chapeauter le mouvement social ; nous serons plus forts en agissant aux côtés du peuple, des salariés et de leurs organisations syndicales, en contribuant aux mobilisations pour résister à la politique des droites et en menant ensemble avec les Français le débat sur les changements à opérer et l'action pour des avancées immédiates, concrètes, qui améliorent leur quotidien.

Prenons l'exemple de la construction d'une marche contre la vie chère. Quand JLM met cette proposition sur la table, nous connaissons les objectifs de LFI, mais nous la saisissons parce que nous pensons qu'à certaines conditions une initiative de ce type peut améliorer le rapport de force pour les trois objectifs que j'ai cités. Et, en ce sens, nous posons immédiatement deux questions à nos partenaires. Première question : est-ce que cette proposition vient servir le leadership d'une force ou d'une personne ou est-ce qu'elle se fixe des objectifs tel celui de faire grandir des exigences qui poussent dans la société, comme la hausse des salaires, ou de combattre de projets comme celui de l'assurance-chômage. Deuxième question : des forces syndicales ayant déjà lancé un processus de mobilisation, est-ce qu'on fait comme si cela n'avait pas d'importance et on assume alors une initiative qui est portée par les seules forces politiques avec une possible concurrence dans les processus ou est-ce qu'on soutient et on conçoit cette initiative comme visant à renforcer celle déjà initiée et à coconstruire avec les forces qui la portent ?

Et je peux vous dire que nous ne sommes pas les seules forces à poser ces questions-là dans le débat inter-organisation. Une première étape a été franchie hier en parvenant à sortir un communiqué commun disant qu'un cadre d'échange existe entre nos organisations, que nous soutenons les mobilisations du 22 et du 29 septembre et qu'on va se revoir le 12 septembre, au lendemain de la fête de l'Humanité, pour voir si l-on peut ou non se mettre d'accord sur une initiative commune. Cela étant dit, il n'y a pas d'automaticité à ce que cela fonctionne car au regard de la diversité des forces en présence, toute tentative d'une force de chapeauter le processus ou tout problème important rencontré par une des principales forces en présence peut faire échouer un cadre large avec des objectifs utiles à la transformation sociale.

Dans ce contexte politique, la Fête de l'Humanité, les 9, 10 et 11 septembre prochains sera très importante. Elle sera l'occasion de nous adresser aux centaines de milliers de personnes et à toutes les forces sociales qui y participeront, avec le meeting de Fabien sur la grande scène à partir de 18h20 le samedi, avec les centaines de débats de la Fête dans lesquels les communistes interviendront. Nous pourrons ainsi amplifier le dialogue avec la société française sur l'ensemble des enjeux dont je viens de parler. Pour réussir la Fête, la première étape est de réussir la bataille

pour la diffusion du bon de soutien à la Fête et au journal qui plus que jamais a besoin d'être soutenu face à la hausse des coûts à laquelle il est confronté.

Lors de la fête, nous aurons d'ores et déjà à disposition le matériel militant de la rentrée avec notamment un 4 pages tiré à 2 millions d'exemplaires, une carte pétition et un nouveau bulletin d'adhésion. Ces matériels seront livrés dans les fédérations aux alentours de la Fête.

Je finis en disant que toutes ces questions doivent faire l'objet d'assemblées générales dans toutes nos organisations, sections et fédérations, pour construire ensemble les meilleurs choix pour notre action en cette rentrée.

Engageons le débat !

C'est pourquoi dans notre département nous proposons :

Une grande semaine d'action sur l'école avec le tract national (à votre disposition ici) : adoptée

Une Conférence de Presse le Mardi 6 septembre 11 h à la FD sur rentrée :adoptée

Une rencontre avec les partis de la Nupes le Mardi 20 Septembre à 18h:adoptée

Une AG départementale de rentrée le Jeudi 22 Septembre à 18h : adoptée

Des AG de section voire de circonscription dans la première semaine d'octobre pour lancer la campagne de rentrée et les débats du 39ème Congrès.

Et bien sûr notre participation aux manifestations des 22 et du 29 septembre !

Enfin j'attire votre attention sur 2 points :

Si l'invalidation de Françoise Chatard était confirmée , engager une grande campagne départementale : adoptée.

Nécessité de travailler dès maintenant au renouvellement de la direction fédérale et à la question du premier secrétaire, en même temps que nous préparons le Congrès. Pour cela nous avons besoin d'un travail plus régulier et plus collectif du CD. C'est pourquoi nous vous proposerons un calendrier (après consultation ci-jointe) qui alternera session d'actualités et session à thème, dont le premier pourrait être les finances de la fédération et celles du TC : adoptée.

Merci de nous préciser quels jours te convient le mieux.

Nom	Possible	Possible ss condition	Impossible
Lundi			
Mardi			
Mercredi			
Jeudi			
Vendredi			

DISCUSSION

La discussion du CD a porté autour de 4 grandes questions :

1/ L'appréciation de la rentrée et de la campagne politique à mener.
2/ La question du rassemblement et de la NUPES.
3/ Notre rapport aux élus et aux associations.
4/ Notre fonctionnement de direction.

1/ La rentrée ;
Pour la totalité des camarades la rentrée va être extrêmement difficile car Macron, s'appuyant sur la droite et le RN va aller vers des projets de plus en plus à droite, par exemple avec la retraite. Nous risquons de nous retrouver avec une situation comme celle qui prévaut en Grande Bretagne où 46 % de la population ne pourra pas payer sa facture d'énergie. Quelle réaction populaire en France ? Macron a peur de la riposte populaire et essaye d'endormir les gens avec des mesurettes (primes, bouclier …) pour ne pas avoir le débat sur l'augmentation des salaires et la taxation des profits.
La période politique que nous venons de vivre n'a pas été bonne pour le monde du travail car elle a fait prévaloir des solutions populistes, n'a pas fait avancer les questions de la redistribution et a déséquilibré les forces de la gauche , sans qu'elles ne progressent sur le fond. Dans cette rentrée, le PCF a toute sa place pour développer ses propositions.
Utilité d'utiliser le tract national et la pétition. Plan de travail à définir avec les sections

Peut-être pourrions nous nourrir le débat avec une initiative autour de l' Energie avec Fabien GAY.
Nécessité d'être présents aux initiatives syndicales le 22 sur la Santé et le 29 septembre interpro et intersyndical.
Et aux initiatives qui seront organisées le 21 sur la Paix.

2/ Le rassemblement

Pour l'ensemble des camarades, si il faut travailler avec tous les autres (syndicats, associations et Partis) il faut le faire avec nos propositions.
Pour la majorité des camarades il faut construire un rassemblement.
Tous les camarades n'ont pas la même analyse mais ils sont tous d'accords pour travailler ensemble à une visée communiste qui nous appartient.

Des questions se posent sur sa nature et ses contours. La Nupes, un simple accord électoral ou une organisation plus pérenne ? La NUPES une bonne nouvelle pour affronter la rentrée ?
Comment nous faire reconnaître dans la NUPES alors que FI a tendance à tout driver et à l'utiliser à son propre avantage pour assurer son leadership ?
Attention à ne pas reproduire les échecs du FDG.
Comment répondre aux convocations unilatérales de la FI au nom de la NUPES pour des réunions de circonscription.
Il semble que certains camarades pensent qu'il faut partir de l'aspiration des électeurs de gauche au rassemblement pour participer aux réunion anti-démocratiquement décidées et y apporter nos protestations et nos propositions ,afin de faire grandir le cadre et son contenu.
A Perpignan, la prégnance du RN et l'ambiance irrespirable qu'il entraîne impose une mobilisation et un rassemblement. La première manifestation pourrait être à propos de la campagne des élections cantonales s'il y avait invalidation. Et réfléchir à une initiative spécifique.
Pour d'autres camarades il s'agit d'aller au-delà des électeurs de gauche , et de nous y enfermer, mais de réfléchir à comment nous adresser nous adresser à la moitié des électeurs qui n'ont pas voté et aux couches populaires qui ont voté RN.

Compte-tenu de la manière dont FI conçoit la démocratie// ses partenaires des camarades proposent de rendre publique la situation et déjà de convoquer une autre réunion.

3/ Associations

Compte-tenu du vieillissement du Parti et des responsables des Associations « amies » nos rapports se sont distendus et ont abouti à une situation de grande crispation cet été avec l'initiative de l'ANACR à Perpignan.
L'ensemble du CD se prononce pour que nous rencontrions les associations et travaillions à des convergences.
De la même manière il s'agit de reprendre un travail plus intense avec nos élus. Il pourrait nous amener à une meilleure connaissance du département et à l'organisation d'initiatives départementales concrètes type « Assises de la Viticulture ».

4/ Notre fonctionnement

L'ensemble du CD est d'accord avec les propositions formulées pour le CD mais attire l'attention sur le rythme qui doit être régulier mais pas trop lourd !
Accord complet pour revitaliser l'ensemble de nos directions !